

Chemins vers la paix

Remarques préliminaires

Les contributions suivantes¹ proviennent d'un atelier public lors d'un colloque de l'*Institut pour les questions sociales présentes*, qui eut lieu, les 13 et 14 octobre 2017, au *Forum 3* de Stuttgart. Les transcriptions ou selon le cas récapitulatifs, des conférences ont été rédigées par Katharina Offenborn. Les contributions furent revues et corrigées par leurs auteurs.

Friedrich Glasl fit une vidéo-conférence, étant donné qu'il devait donner, à la même date, une conférence à Rome à une conférence dans le cadre d'une réunion du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), en vue d'utiliser son modèle de résolution des conflits afin d'améliorer le travail avec les réfugiés et demandeurs d'asile. Glasl est également actif depuis quelques 3 ans, avec *stART international* pour ceux qui assistent les réfugiés en Allemagne, Autriche et en Ukraine.

Œuvrer pour la paix aujourd'hui *Friedrich Glasl*

Conflits macro-sociaux

Depuis 50 ans, je me livre à une recherche sur les conflits et j'enseigne dans ce domaine. Et je suis aussi actif dans le travail concret sur la résolution des conflits et la facilitation des processus de paix. Ceci, tant au plan macro-social qu'à celui méso-social. Dans le macro-social, il s'agit de conflits internationaux, guerres civiles, crises et situations post-crisis. Quelques exemples vont suivre :

1. Je fus actif en Afrique du Sud pour contribuer à surmonter de l'intérieur l'*apartheid* sans violence et pour former à cela les êtres humains qui s'engagent pour cela là-bas — et on y est parvenus.
2. En Irlande du Nord, il s'agissait d'une guerre civile entre Catholiques et Protestants qui, depuis 1968, était très violente. J'y ai été actif là-bas durant plusieurs années pour contribuer à la désescalade du conflit.
3. J'étais en outre en charge de l'OSCE², après la signature du traité de paix mettant fin à la guerre des Balkans : Je servis de médiateur en Croatie dans l'est de la Slavonie entre les Serbes établis là-bas et les Croates, de manière à créer les conditions préalables nécessaires à la restauration de l'infrastructure : santé, scolarité, logement et création d'emplois.
4. J'ai participé aussi à des tentatives de paix au Sri Lanka, lors de la guerre civile entre Cingalais et Tamils, qui durent être interrompues parce que le nouveau président élu donna la préférence à une victoire militaire sur les Tamils — ce qui n'a pas résolu le problème.

Conflits méso-sociaux

Mon domaine de travail principal fut toujours — et cela l'est encore à présent — le traitement des conflits méso-sociaux, c'est-à-dire des conflits surgissant dans et entre les organisations — à l'occasion de quoi réellement toutes les organisations possibles imaginables relèvent de ma clientèle : que ce soit

¹ L'article d'Albert Schmelzer : *Les mémorandums de Rudolf Steiner de 1917, en tant que programme d'intégration* (traduit en français : SIAS417.DOC) fait partie des annales de ce colloque, ainsi que celui d'André Bleicher *Migration et intégration* (traduit en français : SIAB417.DOC), celui de Udo Hermannstorfer : *Des épées aux charrues — l'aspect intérieur de la question de la paix* (traduit en français : SIUH417.DOC) et celui de Christoph Strawe : *Paix et justice* ((traduit en français : SICS417.DOC). *ndt*

² Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, *ndt*

un évêché, un monastère, un ministère, une banque ou une entreprise industrielle, ou une ONG, une organisation internationale ou bien une administration publique — il y eut et il y a partout des conflits. Pour moi, il s'agit toujours de rendre les êtres humains capables de traiter leurs conflits à partir de leur propre force. Lors des projets de management des conflits méso-sociaux, dans des organisations, je me suis en outre toujours appliqué à travailler intégralement, à savoir à prendre en compte les éléments essentiels multiples qui constituent ensemble une organisation et à ne pas agir seulement unilatéralement sur l'un ou l'autre de ces éléments. À l'occasion, je voulais solliciter les gens, les encourager et les soutenir en cela à engager de nouveau leurs propres forces de guérison, pour régler eux-mêmes leur environnement social — disons : la structure de l'organisation, les termes ainsi que l'édification de l'organisation d'ensemble et beaucoup plus — et donc à devenir les propres organisateurs de leur organisation.

Sept sortes de processus de base

Ce processus de développement résulte de l'interaction de sept sortes différentes de changements que je vais brièvement lister ici :

1. *Processus diagnostic : formation de conscience* : dans chaque phase de conflit, il s'agit toujours de poser des diagnostics, à savoir de provoquer une formation de conscience en rapport à ce qui ce défait directement : d'où cela provient-il ? Quels sont les arrières-plans ? À quoi cela tient-il que la situation est telle qu'elle est ?
2. *Processus de restructuration à venir : formation de volonté* : La seconde sorte de processus est l'acquisition par le travail de représentations futures : comment la structure doit-elle être à l'avenir ? Quels modèles futurs voulons-nous réaliser ? Ce que nous voulons avoir autrement à l'avenir — ce sont là aussi des processus de formation de la volonté.
3. *Processus psychosociaux : sensibilité, attitude, relations* : Le troisième processus de base se consacre à la clarification des relations, au travail sur les émotions, sur les attaches, les comportements, attitudes et sensibilités, qui surgissent toujours sans être plus ou moins voulus avec la situation existante et avec l'élaboration de modèles d'avenir.
4. *Processus d'apprentissage : développer des facultés exigées à l'avenir* : il s'agit de développer des facultés requises à l'avenir, le savoir et le savoir faire, pour que ce que l'on a, planant au devant les yeux de l'esprit — ce à quoi il est digne de s'efforcer — se réalise en structure(s) ou parcours, pouvant aussi réellement vivre.
5. *Processus d'information : communication transparente* : pour que pendant tous ces changements, les êtres humains qui ne peuvent pas y prendre part, s'y retrouvent quand même et soient informés, afin de créer de la transparence au travers de la communication.
6. *Processus de transposition : accompagner lors de la mise en œuvre* : Il s'agit ici de la transposition de ce qui a été acquis par le travail, mais pas dans un style « d'abattre tout d'un coup », mais au contraire, de manière progressive et accompagnée, afin que pendant la transposition on puisse apprendre ce qui doit être amélioré et percevoir ce qui était censé avoir un air différent dans la représentation originelle que l'on s'en faisait — et ce qu'en révèle maintenant la réalisation et même beaucoup plus.
7. *Management du changement : planifier, piloter et équiper en ressources tous les processus* : planification des processus 1 à 6, qui s'accordent les uns après les autres, en étant coordonnés et pilotés et en les dotant de ressources personnelles et financières tout en les évaluant toujours sans cesse.

Ces processus de base s'appuient les uns sur les autres, en réseau, et doivent amener les êtres humains à apprendre à configurer leur propre réalité sociale participative, ou selon le cas, coopérative, de telle manière qu'ils ne soient plus les objets des mesures de changement, mais au contraire, en deviennent

les acteurs capables, à partir de leur propre discernement et de leur propre conscience, de créer le monde de manière qu'il corresponde à leurs valeurs, représentations et facultés à eux.

Diplomatie à plusieurs pistes

Les processus de base cités m'ont guidé dans mon travail sur les processus de paix méso-sociaux. Là aussi, il s'agit d'une progression intégrale. Les processus listés de 1 à 7, que j'ai directement élucidés, y sont organisés aussi sur un grand style. Au surplus, j'ai eu recours à une progression publiée par deux américains, en 1996, Luise Diamond & John McDonalds, diplomates US — sous la désignation de *diplomatie à plusieurs pistes*. Cela veut dire que dans le même temps, par plusieurs accès, par plusieurs canaux, on travaille aux éléments divers constituant la société dans laquelle le conflit existe.

... et la Dreigliederung

Cette progression sur plusieurs pistes peut être utilisée au sens de la *Dreigliederung*, telle que Rudolf Steiner l'a déjà décrite en 1919 dans *Les points essentiels de la question sociale* et par la suite aussi selon divers développements, dans le *Cours d'économie politique*. Cela signifie que des changements sont à opérer dans tous les trois sub-systèmes :

- dans la vie de l'esprit qui a aussi à faire avec la culture, la science, la religion, les systèmes d'éducation et de formation et autres ;
- Comme aussi dans la vie du droit, la législation, les statuts et autres normes juridiques concernées ainsi que les données politiques ;
- Et aussi dans la vie économique, où les possibilités de production, de la gestion, du commerce, de la consommation, du recyclage et autres, sont un objet de remaniement.

Ce que Diamond et MacDonalds ont caractérisé avec les diverses pistes, s'attache justement à ces trois sub-systèmes ou bien sphères principales de l'organisme social. Les auteurs décrivent ces divers pistes de la manière suivante :

Piste 1 : c'est le travail avec des représentants du gouvernement, des gens issus du corps diplomatique, avec des représentants officiels de l'administration étatique.

Piste 2 : elle concerne la vie juridique et la vie de l'esprit : il s'agit ici du travail avec des représentants des partis parlementaires, avant tout aussi des partis d'opposition, et par dessus le marché, avec des personnes influentes de la vie sociétale et avec des personnalités dirigeantes considérées, reconnues, appréciées comme honorées, de la vie religieuse, de la science et de la recherche et du système éducatif. Ici le centre de gravité repose nettement sur la vie de l'esprit.

Pistes 3 & 4 : ensemble, ont leur point d'attaque dans la vie économique : cela étant, il s'agit de travailler avec des personnalités influentes de l'économie, aussi bien qu'avec des gens de l'économie du pays et aussi ceux qui représentent les entreprises internationales dans le pays, où le conflit existe, parce qu'ils ont naturellement un grand intérêt à ce qu'ils y ont investi, ne soit pas aussitôt détruit par des actions de guerre.

Pistes 5, 6, 7, 8, prises ensemble, tentent à la fois d'aborder la vie de l'esprit et la vie économique : il s'agit d'actions citoyennes, ce qu'on appelle les *grass-roots-movements*,³ de groupes auto-organisés qui se rassemblent spontanément, par exemple pour aider leur voisinage, il s'agit là aussi d'organisations non-gouvernementales (ONGs) qui peuvent apporter, d'une manière ou d'une autre ici, des contributions aux processus de paix.

Piste 9, aborde tout à fait fortement à la vie de l'esprit, car il s'agit ici de multiples accès aux médias comme la télévision, la radio, la presse et ce qui aujourd'hui, en tant que médias sociaux, atteint vraiment beaucoup de gens. Par dessus le marché, relève aussi de cela ce qui se produit de manière informelle, lorsqu'on en arrive à de l'information spontanée, ou selon le cas d'événements ou bien lorsque certaines rumeurs ou histoires circulent dans le pays dans l'intérêt des processus de paix.

Ce que la société civile peut faire

La question centrale c'est : que puis-je faire comme membre de la Société civile ? Ces diverses pistes partent du fait que des êtres humains engagés tentent d'obtenir un accès aux représentants du gouvernement, de l'administration, aux représentants démocratiquement légitimés par le droit constitutionnel. Pourtant, on peut même travailler avec les partis qui sont démocratiquement représentés. Il s'est avéré en outre très utile, de rechercher des coopérations avec les partis d'opposition, car d'emblée, ceux-ci sont placés dans une opposition critique au gouvernement et éventuellement, ils disposeront aux élections suivantes d'un pouvoir légitimé par la majorité démocratique, pour déterminer le sort futur de la nation ou de la région.⁴

Il est, pour moi, totalement important que le travail aux processus de paix, à petite ou grande échelle, ne soit pas abandonné aux politiciens. Car ceux-ci ont leurs propres intérêts professionnels, ou de carrière, et se trouvent donc souvent en dépendance du parti qui leur a ouvert l'accès au pouvoir : or, des partis sont très fortement gouvernés par des *lobbies* économiques, malheureusement, comme le système occidental en général. Il est donc important et opérant d'articuler ses propres affaires ou préoccupations et de s'organiser en ce sens. De mon expérience, je sais que de telles initiatives sont suivies de manière très attentive, souvent aussi avec une certaine inquiétude et peur. Je peux me rappeler des sessions que j'avais avec tel ou tel autre gouvernement, tandis que devant le bâtiment où se tenait la réunion, une manifestation venait juste de se déclencher. Je sais combien les gens réagissent alors de manière très affectée en se posant la question : « Qui se tient là-derrrière ? » Comment cela va-t-il tourner ? Il faut espérer que nous n'interviendrons pas d'une manière quelconque qui puisse remettre en cause notre propre autorité et la saper.

Mettre à profit les possibilités propres comme citoyens

Ces groupements ont souvent plus de poids qu'ils pensent en avoir. Naturellement, il en est fréquemment ainsi que l'impuissance et l'absence de violence des manifestants, fait face à la puissance de charge exécutive concentrée de ceux qui sont au pouvoir. Les groupements agissants de la Société civile sont souvent suivis par eux avec inquiétude et angoisse, ce qui les amène aussi à sur-réagir,

³ Littéralement ici : « au ras des pâquerettes », à savoir organisés « sur leur base propre », type « nuit debout, NDDL, Sivers, ZAD, etc. » et donc **incontrôlables** par le pouvoir, la presse et tout autre autorité extérieure quelconque et pour cette raison donc, terriblement redouté des gouvernements, surtout en période d'état d'urgence alors que sont mobilisées énormément de troupes d'intervention comme les CRS (mauvais souvenirs de 1968, ou encore de la grève des mineurs de 1963 dans le Nord) engagées à d'autres tâches urgentes et que les effectifs de l'armée nationale sont eux-mêmes engagés fortement à l'étranger. *ndt*.

⁴ Ce qu'on appelle plus prosaïquement : « ménager la chèvre et le chou ». *ndt*

lorsque des personnes qui sont au pouvoir se sentent appelées à intervenir.⁵ C'est pourquoi il est totalement important pour moi que les membres de la société civile aient nettement à se mettre en exergue car guerres & paix sont des thèmes trop importants pour qu'on soit censés les abandonner aux politiciens. Il vaut mieux tout faire pour prendre son destin en mains et cela étant, ce sont les points de gravité des pistes 5, 6, 7, 8 et 9. Ils concernent ce que les citoyens, les mouvements de base citoyenne et des groupes de voisinage et autres, peuvent faire en contribution au processus de paix. La piste 9 montre ce qui peut être atteint par le travail sur les médias et la manière de gérer histoires et rumeurs, pour orienter l'opinion publique, la conscience morale publique [*das öffentliche Gewissen*]⁶ favorablement sur la paix, bref à un travail sur le conflit de manière constructive.

Danger de la résignation et de la colère

J'insiste sur ce fait aussi pour la raison que j'observe avec inquiétude que de nombreuses personnes, eu égard au système supra-puissant existant, se laissent décourager et se résignent car elles succombent à la suggestion qui émane souvent consciemment de ce système : « Tu ne peux rien faire ! Tu es impuissant ! » C'est un grand danger ! Car ces sentiments d'impuissance, engendrés de cette façon, mènent soit à la résignation, soit à la retraite dans la vie privée et à se détourner de l'activité politique de type Société civile ou selon le cas, des possibilités offertes par le droit constitutionnel démocratique. Une résignation, c'est une chose qui ne mène pas seulement à ne plus aller voter du tout. L'autre aspect c'est aussi un brusque revirement dans la colère civile, qui peut devenir si destructif qu'on en arrive aux actes de violence parce que les êtres humains ne peuvent plus éprouver leur propre efficacité d'une manière constructive. Si une telle efficacité propre n'est pas constructive, elle devient justement destructive.

Former des îlots culturels porteurs d'avenir

J'insiste sur ce fait aussi pour la raison que les possibilités et les chances, parce qu'il s'est avéré qu'à l'ombre des « géants » malades, de petites plantes peuvent croître qui sont placées dans le monde par la Société civile : projets d'économie coopérative, des formes avec lesquelles on peut atténuer la dépendance du système financier, comme le *crowdfunding*⁷, bourses des talents, cercle d'échanges, monnaies complémentaires, renforcement de l'économie régionale au travers de la monnaie générale.⁸ Ici, les êtres humains se tiennent solidairement les uns pour les autres et se laissent conduire par la coopération et la solidarité, au lieu de se laisser pousser par la convoitise et le penser concurrentiel. De cette façon, ils vivent un échange de valeurs et ne le positionnent pas seulement dans l'espace comme une exigence philosophique ou éthique. Ainsi de multiples îlots culturels peuvent être créés, dans lesquels l'avenir peut être testé et vécu. Et si l'on s'y engage aussi, dans l'esprit des processus de base décrits, on développe des facultés et il en naît une autre forme de conscience vis-à-vis de la situation actuelle. Dans ce « faire », on apprend aussi à remettre en question de manière critique ce qu'on a tenté

⁵ Deux cas typiques en France : Malik Oussékine et récemment Remy Frey ; il faut avoir présentement cela en conscience tandis que M. Macron fait évacuer ce jour (17 janvier) NDDL !. *ndt*

⁶ Voilà bien un concept qui ne peut pas tenir face à l'individualisme éthique de la *Philosophie de la liberté* de Rudolf Steiner, car il n'existe pas de conscience morale « publique » autrement que sous la forme d'une conscience morale individuelle (qui fleurit dans l'individualisme éthique) : l'esprit et la morale n'existent pas dans une foule, la foule ne peut que s'électriser de manière ahrimanienne ou luciférienne, elle n'aura jamais rien d'une attitude christique qui renvoie chacun des deux adversaires à son propre domaine de justification spirituelle ! La conscience morale ne se cumule, ni ne se commande pas en masse, elle relève des qualités de l'esprit de chaque individu, laquelle échappe au dénombrement statistique quantitatif des sondages, ni même de *face-book* ou de *twitter* qui ont justement démontré l'inverse par leur outrances réactives. *ndt*

⁷ À savoir « financement par la foule », à savoir ici un financement participatif, hors des banques et rentabilités au service direct du capitalisme financier. *ndt*

⁸ Il faudra suivre à cet égard l'initiative de ce jour en région Normandie d'introduire une monnaie régionale à cette fin dont à cette heure on ne connaît pas encore le nom. *ndt*

de réaliser jusque-là et à l'améliorer. Et il s'est révélé que l'une et l'autre de ces initiatives, projets et îlots culturels, ont aussi rayonné sur d'autres domaines de la société.

Citoyenneté du courage

J'insiste donc sur le fait qu'il est important d'engager de manière multiple la Société civile : par exemple collaborer à l'auto-organisation dans les ONGs, les organisations des Églises et d'utiliser toutes les formes co-décisionnelles démocratiques et d'exercer de cette façon aussi une influence sur les comités et canaux politiques officiels — par les pétitions, contacts avec les femmes et hommes politiques — de s'engager dans des partis politiques ou initiatives citoyennes et de travailler de ce fait avec une conscience publique éveillée. En fait aussi partie le *whistleblowing* [en anglais dans le texte, pour le « lancement d'alertes », *ndt*] d'anomalies qui sont tellement clouées au pilori que l'on s'en protège soi-même tout en précipitant les positions étatiques dans un cheminement décisionnel contraint qui aboutit à faire quelque chose pour remédier à la situation. On devrait aussi utiliser toutes les formes possibles offertes par *Internet* qui existent aujourd'hui — comme cela est arrivé par le CETA ou le TTIP — pour montrer nettement aux politiques élus que la population a d'autres valeurs et d'autres représentations qui constituent une vie économique et une vie politique plus saines. Au lieu de la citoyenneté de la colère, la citoyenneté du courage, à l'occasion de quoi, je ne plaide pas pour une surestimation de soi, mais au contraire pour ne pas se faire d'illusions et réaliser, en s'en contentant de manière réaliste, des petits pas réalisés car on ne peut pas transformer le système dans son ensemble, mais on devrait plutôt ensuite le rendre meilleur.

« *Si vis pacem para pacem* » [« Si tu veux la paix, prépare la paix », *ndt*]

Il s'agit donc d'agir dans l'œuvre de paix à de nombreux niveaux dans le sens de la diplomatie aux pistes multiples — en travaillant avec les divers éléments essentiels et en regardant qui dispose de quel accès. Il ne s'agit pas de combattre celui qui a une unique entrée justifiée et de juger tout ce que les autres font de travers, mais d'être content qu'il y ait des gens qui aient divers accès et facultés. Il s'agit de s'informer mutuellement — puisque par les médias actuels, beaucoup de choses sont possibles — et de former aussi des alliances. De cette façon, on ne fait pas naître « par l'encéphale » n'importe quel modèle utopique, qui est ensuite appliqué sur la réalité, mais au moyen d'un concept participatif et coopératif, on organise un développement lors duquel les valeurs et critères pour lesquels s'accordent l'objectif et le chemin adopté pour l'atteindre. On devrait prendre comme *leitmotiv* « *Si vis pacem para pacem* : Si tu veux la paix, prépare la paix » et ne pas penser comme les (antiques) Romains : « Si tu veux la paix prépare la guerre ».

Une paix est créée du fait qu'est produit un processus de développement de conscience qui encourage un développement du sentiment et de la volonté et que des facultés sont créées. Savoir et savoir faire pour l'avenir, tandis que la communication est transparente et que ce n'est pas de la diplomatie secrète en suivant la devise de Erich Kästner : « Il n'y a rien de bien en dehors de celui qu'on fait ». Tous ces processus, qui sont à organiser par intuition, imagination et technique morales, sont aussi à projeter, planifier, décider, diriger et réfléchir, de manière co-créative. De cette manière on en reste toujours à apprendre et à améliorer.

Sozialimpulse 4/2017.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Dangers d'escalades et possibilités de désescalades dans les conflits actuels

Friedrich Glasl

Nous sommes témoins de multiples processus de réarmements verbaux. Nous voyons comment à l'est, à l'ouest et aussi au Proche Orient, on en est arrivés à un réarmement par la parole — à la différence du langage qui prédominait encore voici 15 à 20 ans. Le pronostic optimiste que la chute du Mur de Berlin allait mettre fin de la Guerre froide, permettre le début de nouveaux partenariats et des aspirations communes, d'engager des ressources pour la paix et non pas pour la destruction, or cela n'a toujours pas été une vérité éprouvée. Se sont énormément rajoutées depuis dans le langage des métaphores des forces et images archétypes, comme celles que nous entendons en ce moment de la part du président des USA et du président nord-coréen : il est question de « foudre et tonnerre, d'événements apocalyptiques de feu et d'événements d'anéantissement et autres, comme le monde actuel n'a pas encore vus ». Ce que l'un dit, l'autre n'y répond encore qu'un peu plus violemment. Je désigne cela comme un comportement miroir, parce qu'en général, les personnes qui portent la parole se reflètent les unes les autres dans l'usage, mais à chaque transaction en se payant d'un peu plus de violence dans le langage — avec l'effet que chaque côté se procure une écoute, parle toujours plus fort, fait de plus en plus de bruit, mais se protège dans le même temps du bruit des autres. C'est-à-dire que la dynamique propre à ce processus mène à une intensification. Les uns s'efforçant de renchérir sur les autres dans les images, pour engendrer peur et épouvante, au sens d'une stratégie effrayante. Le danger c'est que les deux partis montent sans cesse vers le conflit, sans jamais découvrir eux-mêmes une possibilité d'en sortir.

Intervention nécessaire d'un tiers

Ce réarmement verbal est accompagné de scénarios virtuels tandis qu'on annonce ce qu'on pourrait encore faire ou devrait faire, ce qui à son tour est reflété sous une forme analogue. Des pays tiers, qui observent cela avec étonnement — jusqu'à en éprouver de la terreur — ces escalades verbales ou bien font preuve de forces plus circonspectes, — quant à savoir si à présent des états ou des personnalités jouissant d'une grande attention, par exemple des porteurs du prix Nobel de la paix⁹, des dirigeants religieux, de célèbres scientifiques — doivent à présent devenir actifs. Ils doivent en appeler à plus de circonspection et de modération verbales, pour empêcher de leur voix que la scène soit accaparée et dominée par ce que les deux acteurs principaux produisent et qu'aux mots de guerre s'ensuivent tôt ou tard des actes de guerre. Cela peut avoir lieu selon les arts et manières les plus variées ; soit que l'on excite l'attention dans la vie publique et que l'on montre ainsi qu'ici on prend l'initiative. Très efficaces sont ceux qui s'engagent derrière les coulisses, pour offrir, à ceux qui se sont déjà bien penchés dangereusement aux fenêtres, la possibilité de faire quelques pas en arrière, sans perdre la face. À savoir que dans les coulisses, des stratégies de sortie honorables sont souvent préparées. On peut entendre et voir arriver cela directement avec l'escalade entre les USA et la Corée du nord avec les interventions des gouvernements russe et chinois. Il faut drastiquement montrer le point principal de tels bons offices, de telles bonnes énergies, qui sont proposées par des pays tiers, à savoir quelles en seraient les suites possibles et créer pour cela une nette conscience qu'avec une telle intensification de ces confrontations verbales des « points de non retour » [en anglais dans le texte « *points of no-return* » *ndt*] sont aussi atteints et franchis. Il n'importe pas tant en cela de savoir, lors de l'anticipation de ces conséquences éventuelles, si elles sont désirées ou pas, si les acteurs les proposent ou pas — il est seulement important d'avoir ses différentes répercussions nettement en conscience. Car l'anticipation est toujours un fondement important de la gouvernance de soi et avec cela de la pleine responsabilité et capacité d'action — c'est égal qu'il s'agisse de vie privée, d'économie ou de politique. Ce qui pousse

⁹ Barak Obama, par exemple, qui sans en parler à engager toute une campagne d'assassinats organisés au moyen de drones en Irak. *ndt*

l'escalade à monter ce sont des mécanismes qui gouvernent les penser, sentir et vouloir ou selon le cas, l'agir des partis — au sens d'une gouvernance étrangère qui est entrée en lieu et place de l'auto-gouvernance. Il est important de retrouver par l'anticipation l'auto-gouvernance de soi.

Intimidation au moyen de l'exhibition de son propre potentiel de réarmement

Alors que je me préparai à ce colloque en septembre, le gouvernement russe menait avec celui de la Biélorussie des grandes manœuvres communes « Sapad –2017 » à la frontière de la Pologne et des États baltes.

Dans ce qui suit je donne l'effectif en hommes des troupes du contingent militaire de l'ONU qui sont stationnées dans les pays non-russes de la région :

- En Estonie, commandées par la Grande-Bretagne, environ 1200 ;
- En Lettonie, commandées par le Canada, environ 1138 ;
- En Lituanie, commandée par la République Fédérale d'Allemagne, quelque 1022 ;
- En Pologne, commandées par les USA, quelque 1270.

La manœuvre complète fut spectaculairement mise en scène. Le gouvernement russe déclara que du côté russe, l'effectif de participation n'atteignait pas complètement les 13 000 hommes, auxquels il faut ajouter 10 bâtiments de marine, 40 hélicoptères, 370 blindés et 250 unités d'artillerie. Du côté occidental, on part du fait que ces chiffres ne collent pas et qu'au contraire, un nombre bien plus grand d'hommes et de femmes ont en vérité participé à ces manœuvres. On a seulement parlé de 13 000, pour la simple raison qu'au-delà de ces forces militaires, on a l'obligation d'inviter réciproquement des observateurs, -eurs de l'autre bord. Sous la pression, le gouvernement russe accepta finalement de laisser participer quelques observateurs de l'ouest. Avec ce genre de manœuvres ou d'autres, le pays cherche à montrer ses muscles. Car on préfère toujours beaucoup plus partir du fait que l'exhibition de la puissance militaire, ou selon le cas de son potentiel de réarmement, pourrait retenir le côté adverse de mener des actions offensives.

La carte de la région révélait que cette manœuvre se concentrait sur la partie occidentale de la Biélorussie, à savoir celle qui est au plus proche de la région de Kaliningrad et qui n'est interrompue que par le pont régional polono-lituanien [voir la région de Grodno en Biélorussie, *ndt*]. Cela fut interprété par les militaires occidentaux comme si la Russie voulait ainsi donner l'impression qu'au cas où, elle pût séparer et couper les liaisons entre les parties nord et sud des unités de l'OTAN. C'est là un jeu conscient avec des possibilités de jeux d'attaques et de défenses — comme c'est le cas de toute manœuvre — tandis qu'on a émis des hypothèses quelconques sur des attaques éventuelles de l'ennemi.

Suites paradoxales de la course aux armements

Mais nous avons suffisamment d'exemples historiques montrant que la course aux armements n'a encore jamais entravé des guerres, mais bien au contraire, qu'elle conduisit au paradoxe qu'avec la course aux armements, par la (soi-disant) doctrine de l'intimidation et parce que chaque côté interprète le comportement de l'autre au sens d'un : eh bien voilà qu'à présent surgit ce que nous avons toujours redouté ! et pour ne pas perdre de temps, nous devons donc planifier plus tôt que prévu la pleine fore de notre potentiel militaire.

J'ai ici très brièvement résumé les processus de la course aux armements entre l'empire allemand, la Grande-Bretagne et la France, qui eurent lieu jusqu'à peu près 1913-1914, lesquels menèrent à la première Guerre mondiale, listés d'après les recherches de Lewis Fry Richardson, lequel avait clairement mis en garde à l'époque :

Hégémonie : courses aux armements des flottes de l'empire allemand, la Grande-Bretagne et la France jusque 1914 (selon Lewis Fry Richardson) :

- 1884 : L'empire allemand veut, comme la Grande-Bretagne et la France, acquérir des colonies au-delà des mers et réarme fortement la *Kriegsmarine* pour ce faire.
- La Grande-Bretagne considère cela comme une menace, réarme sa marine et s'unit à la France au sujet de la répartition des colonies en Afrique et en Asie, pour exclure l'empire allemand [son cousin Germain, *ndf*]
- 1890 : L'empire allemand renforce les efforts d'armement « défensif » pour se placer à la hauteur de ceux de la Grande-Bretagne et de la France.
- 1898 : les efforts d'armement de l'empire allemand sont ressentis par la Grande-Bretagne comme offensifs, ce qui conduit à un nouveau relèvement des efforts d'armement britanniques.
- 1906 : la Grande Bretagne perçoit clairement le réarmement élevé de la marine allemande comme un geste hostile à son égard — le potentiel de menace des deux côtés se met donc à croître encore plus.

Par l'effort de s'approprier encore d'autres colonies en Afrique et en Asie, ou selon le cas, pour se les conserver, on en arriva donc à d'énormes contentions de réarmement de toutes les puissances européennes d'alors. Pourtant chaque côté avait d'abord placé ses efforts purement sous le signe d'un réarmement défensif, que les autres interprétèrent nettement comme des plans offensifs et s'armèrent encore plus en conséquence. L'histoire montre comment la tentative de l'empire allemand de 1906 de se placer au même niveau de la Grande-Bretagne, par exemple, fut comprise et interprétée par celle-ci comme un geste — sans que l'on puisse s'y méprendre —, bel et bien offensif dans la lutte pour le domaine colonial et il eut donc comme conséquence un réarmement explosif de sa marine.

La tentative de l'empire allemand d'égaliser la flotte anglaise et de vouloir même la dépasser en 1908, mena donc en 1909 en Grande-Bretagne à plus du doublement de la force marine, comparer au potentiel de l'empire allemand et à la politique totalement fatale du réarmement à tout crin des années qui suivirent. Les éléments déclenchant, l'assassinat du successeur au trône d'Autriche, menèrent, à la fin des fins, à ce que le potentiel militaire en vint pleinement à être mis en œuvre concrètement.

Les statistiques qui se trouvèrent à disposition, de 1950 à juin 2015, montrent comment les USA furent les meneurs à long terme et que l'Union soviétique d'alors tenta de les rattraper et de les dépasser — et comment aussi à la fin, il y eut « un équilibre déterminant de la terreur » : En 2015 les USA possédaient 4 700 têtes nucléaires, la Russie, 4 500.

Dépenses militaires d'armement dans le monde

Dans ce qui suit on va se confronter à la réalité épouvantable des dépenses d'armement et militaires dans le monde entier, par an, selon l'ouvrage de Jean Ziegler : « *L'empire de l'ignominie* ». Une présentation graphique des chiffres a été montrée à l'entrée de l'espace de réunion du Conseil de sécurité de l'ONU à New York, et elle montrait qu'alors, en l'an 2000 les dépenses militaires atteignaient 780 milliards de dollar, aujourd'hui elles sont dix fois plus élevées.

Par contre, toutes les mesures qui eussent été nécessaires en l'an 2000 pour résoudre les problèmes les plus urgents du monde, prises dans leur ensemble se montaient à une somme équivalente à 30 % des dépenses militaires, soit 240,5 milliards de dollar. Aujourd'hui ce mauvais rapport doit s'être beaucoup plus aggravé. Or il s'agit à l'occasion de régler ceci :

- Développement d'énergie alternative, suppression de la dette des pays pauvres ;

- Mesures contre l'érosion des sols ;
- Utilisation de médicaments contre la diffusion des épidémies, avant tout du SIDA ;
- Remplacements des bidons-villes et *favelas* par des habitations humaines ;
- Suppression de la faim dans le monde ;
- Imposition de la régulation des naissances, ou selon le cas des mesures de stabilisation pour la population mondiale ;
- Accès à l'eau potable pour tous ;
- Lutte contre le réchauffement climatique, pour autant qu'il s'agisse de celui conditionné par l'être humain ;
- Démantèlement de l'industrie nucléaire ;
- Arrêt de la destruction des forêts tropicales ;
- Protection et stabilisation de la couche d'ozone ;
- Retour des migrants (autrefois moins nombreux qu'à présent) et leur permettre chez eux d'avoir une existence dignement humaine ;
- Mesures contre l'analphabétisme ;
- Développement et facilitation (conseil et accompagnement) des institutions démocratiques ;
- Élimination complète et mondiale des mines anti-personnelles.

Les USA assumaient alors 45 % des dépenses militaires mondiales. Ces moyens, qui sont purement et simplement jetés pour des actions militaires, s'ils étaient redirigés vers des mesures constructives de résolution des problèmes, pour lesquels il existe déjà des engagements pratiques réels, alors nous en serions dans l'ensemble beaucoup plus loin. Les ressources dans le monde entier sont présentes, la question c'est seulement de savoir où les diriger. Seule une part relativement moindre de dépenses militaires serait nécessaire pour faire cela — c'est une honte que cela ne soit pas arrivé plus tôt, ou que cela ne puisse toujours pas être politiquement imposé !

Pour ce qui concerne mon propre pays, l'Autriche, par exemple, les exportations d'armes en direction du Moyen-Orient ont brusquement augmenté en 2014. La même chose vaut pour les USA (en 2015, un bond de 30%). D'autres pays font des affaires énormes en exportant des armes.

Dans ce contexte, la question se pose de comment des pays profitent très bien de l'essor économique par l'industrie des armements. Dans les années de ma jeunesse, alors que le chancelier fédéral était Bruno Kreisky, un social-démocrate, on lui demanda un jour de manière critique comment il pouvait s'arranger avec sa conscience morale, en tant que social-démocrate, en exportant des armes, par exemple au Chili et d'autres dictatures militaires de l'époque, il donna comme réponse, que cela était le problème des gouvernants et personnes de ces régions — il était important pour lui qu'il n'y eût pas de chômage en Autriche. Il est bien connu en effet que l'industrie de l'armement contribue au plein emploi, comme il est aussi connu que de nombreuses innovations de la *Silicon Valley*, ou selon le cas la technologie informatique et celle spatiale, qui afflueront dans la société en innovations civiles techniques, seront redevable aux efforts d'armement des USA.

Affaiblissement par la course aux armements

La course aux armements a bien entendu encore une autre face. Celle-ci se révéla en Union soviétique, à l'époque de Reagan et Gorbatchev mais auparavant aussi : on exerce par ce moyen une pression sur l'adversaire de sorte que celui-ci se sent contraint de prendre le même chemin et de faire de même. Et ainsi l'argent afflue-t-il toujours pour l'armement, ce qui naturellement diminue d'autant le potentiel du pays. On peut donc ainsi entraîner un pays dans la mort — ce qui fut toujours le but déclaré de l'armement.

Pourtant qui en paie le prix ? On observe aussi que par cette dynamique de l'armement, la pression sur l'adversaire est si élevée qu'en conséquence, de nouvelles coalitions se nouent. Car la question est justifiée de savoir si les pays voisins ne se sentent pas aussi menacés et donc si l'on ne doit pas de préférence s'unir. Pourtant, à quel moment une alliance défensive se retourne-t-elle en alliance offensive ?

S'engager énergiquement contre l'industrie de l'armement

Des êtres humains qui s'engagent dans des processus de paix doivent accorder beaucoup plus d'attention à la course aux armements, ou selon le cas aux industries d'armement au sens d'une désescalade. À celle-ci, des traités internationaux peuvent par exemple contribuer. Et dans les pays dans lesquels nous votons, nous devons exiger des lois qui, pour le moins, requièrent le contrôle renforcé dans le domaine des exportations d'armes — si elles ne sont pas déjà totalement interceptées —. De même nous devrions tenter de parvenir à ce que la production d'armes, l'industrie de l'armement et avec cela l'exportation des armes, soient prohibées et proscrites somme immorales : nous pouvons initier des protestations pour avoir une prise d'influence sur l'opinion publique, mener et faire signer des pétitions, rechercher des entretiens avec les représentants politiques. Nous ne devrions pas nous relâcher et nous devons sans cesse renvoyer à la même situation, à savoir l'absence d'issue, ou selon le cas les répercussions fatales de l'ensemble des industries d'armements.

Ma conviction, c'est aussi que, par exemple, l'action de ce qu'on appelle les états islamiques, ne peut absolument pas être stoppée par des actions militaires, parce que *daech* dispose encore de moyens financiers, exporte encore du pétrole et reçoit toujours des livraisons d'armes. Si l'on ne parvient réellement pas à ce que les pays arabes de foi musulmane se réunissent et déclarent — « Nous ne voulons pas que notre foi, le Prophète et le Coran, soient profanés d'une manière ignominieuse par *daech* ! » — Il devrait être possible que *daech*, par l'arrêt des livraisons d'armes et l'arrêt de la vente du pétrole — c'est-à-dire au moyen de l'amputation de ses ressources — soit réduit à la famine de sorte que tôt ou tard, cela épuise ses stocks d'armes et ainsi mette fin à cette guerre.

Le triangle de la menace

Je voudrais aborder en détail présent une mesure qui, à côté des attaques verbales et des scénarios virtuels de menace, contribue de manière essentielle à l'escalade : la décision, l'attribution et transposition de sanctions qui, en règle générale, entraînent presque toujours des contre-sanctions en retour, ce par quoi une action en chaîne est déclenchée. J'ai récapitulé cela dans l'image de ce que j'appelle un triangle de menace :

1. Au sommet supérieur du triangle se trouve une exigence posée : par exemple, retrait d'occupation d'une région, libération de prisonniers ou restitution d'armes.
2. S'il n'est pas répondu à ces exigences, on a alors en vue une menace, ensuite des sanctions et donc des mesures de punition ou selon le cas, des mesures qui portent atteinte (sommet inférieur gauche du triangle).
3. Pour être pris au sérieux et empêcher que la menace soit repoussée comme un discours vide, on fait la démonstration qu'on dispose aussi de la force de transposer effectivement ces sanctions (= potentiel de sanction ; sommet inférieur droit du triangle).

La menace n'est prise au sérieux par le côté menacé que si ces trois composantes sont éprouvées par lui comme « proportionnelles ». Si l'exigence est trop forte et la sanction trop petite, elle est risiblement vécue et non prise au sérieux. Si l'exigence est trop petite et la sanction trop forte, elle n'est pas plus prise au sérieux. C'est pourquoi les partis menaçants tentent toujours de découvrir le pot aux roses de quelles circonstances seront jugées crédibles par le côté menacé et les intensifient alors quasiment

proportionnellement : l'exigence est donc relevée, la sanction est relevée et on fait montre alors d'un potentiel de sanction plus fort.

Pour mettre en valeur sa propre crédibilité, il existe ce qu'on appelle des activités d'auto-engagement, qui sont caractérisées par des « fils de fer tendus au ras du sol ». Par exemple, Berlin-Ouest, qui se trouvait au milieu de la RDA, fut en son temps considérée comme « entourée de fil de fer au ras du sol » : la mise en danger de l'approvisionnement de Berlin eût été alors considérée comme une agression sur le système de l'OTAN et celui se serait vu alors forcé d'agir. C'est-à-dire qu'un fil de fer déclenche alors de graves contre-mesures. De fait, avec la « tension des fils de fer », à savoir ces activités d'engagement que les partis menaçants se sont eux-mêmes ainsi imposées, on rend plus difficile le repli et la sortie de la situation ce qui, de ce fait, place les partis menacés dans une contrainte de décision. Or ils brûlent ainsi leur propre possibilité de déployer une initiative, qui pourrait encore aller dans une autre direction. Le processus se fourre ainsi dans en cul-de-sac, cette absence d'issue signifie le plus souvent que la menace qu'on avait en vue, finit par se voir aussi transposée.

Lors d'un réarmement verbal, comme je l'ai cité au point 1., il s'agit de ce que j'ai appelé un comportement miroir : chacun reflète le mode de comportement de l'autre côté, mais ajoute encore un petit quelque chose à la transaction prochaine : « Si tu me fais..., alors moi je te fais aussi... et encore un peu plus ». À l'occasion on emploie des images martiales et riches en violence, des images archétypes de type apocalyptique du genre : foudre et tonnerre, identiques au tremblement de terre, à la destruction complète comme on les voit actuellement, c'est le cas chez le président des USA et le chef de l'État nord-coréen. Le problème là-dedans, c'est la dynamique de réaction enclenchée qui est fomentée dans ce modèle de stimulation-réaction : l'un renchérit sur l'autre et il n'existe plus de possibilités d'en sortir.

Parce que je tiens ce réarmement verbal pour totalement dangereux, je cite quelque chose extrait du Talmud, le livre de la sagesse juive : « Fais attention à tes pensées, car elles deviennent tes mots. Fais attention à tes mots, car ils deviennent tes actes. Fais attention à tes actes, car ils deviennent ton caractère. Fais attention à ton caractère, car il devient ton destin. »

Ce parangon qui mène à une escalade est plus ou moins le plus souvent justifié par les mots : « L'adversaire ne comprend que le langage de la force ». Je me souviens, dans la confrontation tout autour de l'Ukraine, entre les gouvernements occidentaux et le gouvernement russe, de déclarations comme : « Avec Poutine, on ne peut pas parler, il ne connaît que le langage de la force. » Inversement, se diffusaient dans les médias russes des choses comme : « Ça y est, les impérialistes fascistes sont de nouveau en marche et autre. C'est justement en cela le problème, qu'en relation avec ce qu'on déclare et fait soi-même, on se laisse déterminer par le style de l'autre. Une désescalade signifie ici de tout faire pour ne pas nous laisser forcer par l'adversaire à suivre son langage et son style. Car les conséquences fatales de l'escalade, sont qu'on en arrive à un point de non retour et la situation devient hors de contrôle avec cela, car en tout c'est la logique de l'affect qui est déterminante.

Motifs de sanction

Je vais aborder à présent de manière plus détaillée les sanctions dans les relations internationales. Car elles provoquent toujours exactement le contraire de ce qu'elles sont censées faire. Ce qui est attendu c'est que les sanctions, amènent ceux contre qui elles sont dirigées à repenser et à revenir sur ce qu'ils comptaient faire. C'est un fait qu'elles conduisent à raidir les positions. Des motifs et des buts possibles de sanctions sont :

1. Montrer sa présence ;

2. Protester contre une présumée violation du droit des peuples ;
3. Montrer du courage, de la force et la fermeté — le renforcement de soi ;
4. Signal d'avertissement, Stop ! Tu as atteints ta limite, nous ne pouvons plus restés sans rien faire [si tu avances..., *ndt*]
5. Exercer une pression sur l'adversaire, pour provoquer un changement d'attitude au sens d'un recul ou de « mettre les pouces » ;
6. Punition d'un comportement indésirable ;
7. Mesure de rétorsion ;
8. Acte de vengeance ;
9. Pas offensif conscient vers une autre escalade.

Le problème en cela c'est toujours la manière dont ces objectifs sont atteints.

J'ai donc mis ici en face des sanctions ce qu'elle sont censées provoquer et quels problèmes elles déclenchent, par lesquels les positions s'obstinent, au lieu de provoquer un retournement du penser et de l'opinion. Car c'est toujours la question de savoir si, en tant qu'exigence **et** ce qui est compris dans la réalisation de cette dernière, cela a été suffisamment clairement défini. En règle général, on en vient à la querelle sur l'accomplissement. La question est aussi de savoir si les exigences sont principalement réalisables pour le parti concerné, ou selon le cas, peuvent être réalisées de manière telle que celui-ci ne perde pas totalement la face. Souvent, elles ne sont pas du tout réalisables dans le délai imparti et de ce fait elles sont avilissantes, quand bien même la volonté des autres serait de les transposer, c'est-à-dire de répondre aux exigences. Et de ce fait l'issue en est rendue difficile.

On doit aussi s'interroger : le parti qui sanctionne la réalisation de l'exigence peut-il la percevoir et l'interpréter réellement et objectivement ? Le problème c'est que dans le conflit, chacun filtre et ne perçoit sélectivement que le négatif — par exemple, que les exigences ne sont pas remplies dans leur totalité — et ne regarde pas ce qui a déjà été atteint. Une autre question c'est de savoir si le parti qui sanctionne, sur la base de sa perception sélective et de sa polarisation — et souvent aussi parce que des exigences ont été placées dans l'espace comme absolues — peut voir et apprécier même de petites amorces comme succès. À cela se rajoute que le parti qui sanctionne souffre lui-même d'un dommage. J'ai ici mentionné quelles évaluations il a été donné dans l'UE et en Autriche en 2016 à ce sujet : mise en danger des *jobs* et autre. Et justement parce que le parti qui sanctionne souffre lui-même de dommage, il en arrive en règle générale à une autre aggravation des sanctions et, avec cela, à une escalade. Pour finir, la question de savoir si le parti qui sanctionne modifie ses mesures s'il est censé les avoir reconnues comme contre-productives ou sans effet, ou bien se fourre-t-il, au contraire, dans une voie sans issue par peur de perdre sa crédibilité, s'il redéfinit ses exigences ou les sanctions ?

Remplacer les exigences par une promesse attractive

Je vais mentionner encore quelques possibilités pour sortir de la dynamique de menace avec un coup d'œil sur le triangle de la menace :

1. Redéfinir les exigences avec l'aide d'une tierce puissance ou personne ou de « bons offices » d'une puissance neutre, ou bien les remplacer par une promesse attractive. On peut toujours redéfinir des sanctions négatives, au lieu de continuer à punir, et dire : « S'il arrive ceci ou cela, cela donne un bonus, ou bien cette récompense de paix ».
2. Un potentiel négatif de sanction est retiré ou bien transformé en potentiel positif, si l'on se place sur des sanctions positives.

3. Il vaut de percevoir de petits changements, qui vont dans une bonne direction, de les reconnaître et de ne pas les présenter comme une victoire remportée sur l'adversaire, ce qui aurait pour conséquence immédiate son découragement. C'est-à-dire que le parti qui menace se sort du cul-de-sac de la contrainte d'agir et tente de démarrer de nouvelles initiatives, se détachant ainsi de la perte de sa *First-Move-capacity* [en anglais dans le texte, capacité de faire un geste le premier, *ndt*], tandis qu'il redéfinit lui-même des exigences et fonctions en en modifiant le potentiel de sanction. Ainsi la dynamique de sanction est interrompue, parce que le modèle attraction-réaction est enclenché.

Un tel exemple fut pour moi, le moment où le président Trump fit renvoyer des diplomates russes comme espions comme « *personae non gratae* » et que l'attente eût été, selon les coutumes diplomatiques, que le président Poutine répondît par des mesures analogues à l'égard de diplomates américains — or il ne l'a pas fait nonobstant, accompagné de la précision que cela eût été pleinement destructif et qu'il y avait d'autres moyens et voies pour se tirer d'affaire.

Principes généraux importants pour la désescalade

1. Ne te comportes pas de manière telle que s'y attendrait le partenaire conformément à la logique du cercle vicieux. Surprends beaucoup plus le partenaire de manière positive en ne répondant pas avec la même mesure « avec un *chouïa* en plus », mais fais une surprise positive, comme dans l'exemple de la réponse de Poutine à l'expulsion des diplomates afin de dissoudre les modèles rodés.
2. Au lieu de sans cesse partir de présomptions négatives, que quelqu'un fait ceci ou cela seulement à partir de raisons de propagande, on devrait saisir des éléments positifs dans les propositions des autres et conséquemment, contribuer à la transposition de ces amorces positives.
3. Lors de tensions croissantes, on ne doit pas briser les entretiens diplomatiques et relations et renvoyer les ambassadeurs, comme malheureusement cela se produit toujours, mais au contraire, directement augmenter le nombre d'entretiens et les intensifier.
4. Si par le conflit et les mécanisme de cercles vicieux, la communication est déjà considérablement perturbée, que les personnes concernées ne se sortent plus du conflit à partir de leur propre force, il est alors important qu'il y ait d'autres pouvoirs neutres, qui offrent ici leurs bons offices — tout d'abord derrière les coulisses, et ensuite en public — de sorte qu'un accompagnement et une modération des conversations soient recherchés et acceptés professionnellement du côté du parti tiers. La question de savoir qui a commencé, a parfaitement perdu tout son sens ici. De même que la question masquée de savoir à qui la faute. Il est important de diriger l'attention sur ce par quoi le conflit actuel s'entretient et de comprendre aussi quelle part on y prend, pour reconnaître après, ce que pourrait être sa propre contribution, et en correspondance, celle du partenaire en face, dans la désescalade.
5. Le renvoi à la violation des droits des peuples est problématique d'un côté comme de l'autre, parce que les droits des peuples ont changé et continuent de changer, et avant tout aussi parce qu'à cause des nouvelles formes hybrides de violence et de guerre, il ne sont plus principalement correctement utilisables. C'est pourquoi il est toujours nécessaire — par surcroît avec ceux qui ne sont pas censés être reconnus de bon droit ou qui ne le sont pas — de mener des entretiens et d'introduire des négociations, et donc *de facto* avec ceux aussi qui ont le

pouvoir et non pas, dire, comme cela se produit toujours : « Nous ne pouvons pas nous asseoir à la table des négociations avec ceux-là, parce que nous les reconnâtrions ainsi. Si on ne négocie pas avec eux, alors on les force encore plus à se faire entendre par la violence armée.

Sortir des cercles vicieux

La sortie des cercles vicieux comprend la condition que l'on reconnaisse ce qui est déterminant conformément à la logique de l'affect pour le comportement : quelle émotion-guide sur-colorise et supra-irradie, à présent, toutes les autres et comment pouvons-nous engendrer de cela une logique déterminée — logique de colère, logique du faire-valoir et autres ? Comment est réalisée une atmosphère stable ? Quelles émotions sont amenées consciemment, mises en scène et autres, parce qu'ensuite elles déterminent la logique de l'affect des participants ? Ici, il est important d'offrir de l'attention à la manière dont se crée l'atmosphère et de prendre au sérieux ce qui est engendré en émotions à cette occasion, tandis qu'on se pose la question de savoir comment donc parvient-on à s'adresser à ces émotions ? — Mais aussi de s'interroger pour savoir s'il est possible d'agir, autrement que sur l'émotivité, afin qu'une autre logique puisse s'en développer de manière ensuite à avoir la capacité de sortir de la logique fatale reconnue, par exemple celle de rétorsion.

La logique de rétorsion a, par exemple, la teneur suivante : Montre-toi fort et puissant. Ne révèle toi-même aucune faiblesse, dans laquelle l'ennemi pût riposter ! Si tu fais machine arrière, on estimera cela comme un aveu que tu as tort ou de tes faiblesses. Sois inflexible : l'autre doit faire le premier pas, et seulement ensuite tu peux répondre avec une réaction positive. Mais toi-même ne fais pas le premier pas, car cela pourrait être perçu comme un aveu de faiblesse, affirme cette logique. Assure-toi qu'on ne te trompe, ne te mente, qu'on ne te mette pas dedans — dit la logique de défiance et celle de la paranoïa. Tu es dans ton droit, le camp en face a toujours tort — cela justifie aussi l'utilisation de la force, que l'on fasse justice soi-même, à l'encontre de laquelle la juridiction pénale internationale ne fonctionne pas encore réellement.

Il s'agit donc pour la désescalade, ou bien, pour sortir de la logique de rétorsion, de passer dans une logique de conciliation. Car, comme le disait déjà Gandhi : « Si nous partons du principe : œil pour œil et dent pour dent, alors le monde entier devient aveugle [et édenté... *ndt*]. J'espère avoir donné quelques incitations pour la confrontation et je suis confiant que les discussions mèneront à des amorces qui auront des conséquences pratiques.

Sozialimpulse 4/2017.

(Traduction Daniel Kmiecik)